



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES

SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

PROCEDURE N°2025-009

Externalisation des imprimés

Groupement Hospitalier de Territoire 47

Etablissement support : Centre Hospitalier Agen Nérac
Route de Villeneuve
47923 AGEN

SOMMAIRE

1 – Périmètre du système d’acquisition dynamique	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Subdivision du système d’acquisition dynamique.....	4
1.3 Durée du système d’acquisition dynamique	4
1.4 Pièces constitutives du système d’acquisition dynamique	5
1.5 Obligations générales des candidats admis dans le SAD	5
1.6 Clauses techniques.....	5
1.7 Dématérialisation de l’exécution du système d’acquisition dynamique.....	6
2 – Clauses relatives aux modalités d’attribution et d’exécution des marchés spécifiques	6
2.1 – Règles de passation des marchés spécifiques	6
2.2 – Documents de consultation du marché spécifique	6
2.3 – Dossier à remettre et contenu de l’offre	6
2.4 – Evaluation des offres des marchés spécifiques	6
2.5 – Objet, forme et durée des marchés spécifiques.....	6
2.6 – Pièces contractuelles des marchés spécifiques	7
2.7 – Sous-traitance	7
2.8 – Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	7
2.9 – Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire.....	7
2.10 – Obligation du titulaire	7
2.11 – Litiges et différends.....	8
2.12 – Dématérialisation de l’exécution des marchés spécifiques.....	9
2.13 – Dérogations aux documents généraux	9

1 – Périmètre du système d'acquisition dynamique

1.1 - Objet

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée et approuvée par l'ARS le 11 Août 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier Agen-Nérac comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Lot et Garonne 47.

Ce GHT est composé des 7 établissements suivants :

- CH Agen- Nérac,
- CH de Villeneuve sur Lot,
- CH de Casteljalous,
- CH de Penne d'Agenais,
- CHD de la Candélie,
- CH de Fumel,
- CHIC de Marmande – Tonneins

Ainsi, cette convention confie au CH Agen - Nérac la fonction d'assurer pour le compte des autres établissements partis la passation de marchés ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement parti du GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, la gestion de la sous-traitance...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme CH Agen - Nérac désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Lot et Garonne 47.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

Externalisation des imprimés

La consultation concerne les besoins des établissements membres du GHT de Lot et Garonne listés ci-après :

Lieux d'exécution :

- **Centre Hospitalier Agen-Nérac (site d'Agen)**

Route de Villeneuve
47923 AGEN CEDEX 9

- **Centre Hospitalier Agen-Nérac (site de Nérac)**

80, allées d'Albret
47600 NERAC

- **Centre Hospitalier Départemental de la Candélie**

Pont du Casse
47480 PONT-DU-CASSE

- **Centre Hospitalier de Villeneuve-sur-Lot et accueil de jour**

Route de Fumel
Lieu-dit Brignol Romas
47300 VILLENEUVE-SUR-LOT

- **Centre Hospitalier Elisabeth Désarnauts (Fumel)**

11, avenue Léon Blum
CS 80009
47501 FUMEL CEDEX

- **Centre Hospitalier de Penne d'Agenais**

1, rue de la Myre Mory
47140 PENNE D'AGENAIS

- **Centre Hospitalier Intercommunal de Marmande-Tonneins (site de Marmande)**

76, rue du Dr Courret
47200 MARMANDE

- **Centre Hospitalier Intercommunal de Marmande-Tonneins (site de Tonneins)**

Cours de l'abbé Lanusse
47400 TONNEINS

- **Centre Hospitalier de Casteljaloux**

14 A, rue des Abeilles
BP 10
47700 CASTELJALOUX

1.2 - Subdivision du système d'acquisition dynamique

Le système d'acquisition dynamique est subdivisé en 4 catégories définies comme suit :

Catégories	Désignation
01	Impression simple tout format
02	Impression de livret et autres support spécifiques et/ou façonnés
03	Objet personnalisé
04	Service graphique (création et modification)

Le système d'acquisition dynamique est conclu sans engagement minimum mais avec un montant maximum de 1 000 000€.

Les quantités indiquées dans les documents du règlement de la consultation s'appliquent à chaque catégorie dans sa globalité et sont « estimatif » sur la durée du SAD.

Ils ne constituent en aucun cas un engagement contractuel quelconque ou un minimum de commande.

Les caractéristiques générales des produits/prestations qui seront achetées dans le cadre des marchés spécifiques sont définies à l'article 1.6 du présent CCP.

Les marchés spécifiques seront lancés par catégories, le GHT 47 pouvant néanmoins lancer simultanément, au sein d'un même DCE, plusieurs marchés spécifiques, présentés le cas échéant en autant de catégories.

1.3 Durée du système d'acquisition dynamique

La durée du système d'acquisition dynamique court à compter de sa publication.

Le système d'acquisition dynamique est conclu pour une durée de 72 mois.

Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2160-40 du Code de la Commande Publique.

Des marchés spécifiques peuvent être passés pendant toute la durée de validité du SAD.

Les candidatures pourront être déposées tout au long de la durée du SAD, au plus tard jusqu'au 01/05/2031 à 12h00 (sous réserve d'une modification de la durée du SAD, dans les conditions indiquées).

1.4 Pièces constitutives du système d'acquisition dynamique

Les pièces constitutives du SAD sont les suivantes :

- Le présent Cahier des Clauses Particulières
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) (arrêté du 30 mars 2021).

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les exemplaires des documents particuliers énumérés ci-dessus et conservés par le GHT 47.

1.5 Obligations générales des candidats admis dans le SAD

Le candidat admis au SAD s'engage à informer le GHT 47 de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du SAD, affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter,
- La forme de l'entreprise,
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- Son adresse ou son siège social,
- La cession d'une ou de différentes activités,
- L'acquisition d'une nouvelle activité,
- Son adresse mail et tout élément de sa candidature

Le cas échéant, le GHT 47 procédera à un nouvel examen de la candidature. Dans le cas où le candidat ne justifierait plus de l'aptitude professionnelle ou ne disposerait manifestement plus des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes, il sera informé, par le GHT 47, de son éviction.

1.6 Clauses techniques

- Catégorie 1 : Impression simple tout format
 - flyers
 - affiches
 - tirage simple de document
- Catégorie 2 : Impression de livret et autres support spécifiques et ou façonnés
 - livret d'accueil
 - dossier patient
 - liasse
 - chemise (chirurgie, radiologie, ...)
- Catégorie 3 : Objet personnalisé
 - Stylo
 - Tasse
 - Gourdes
 - Tour de cou
 - Signalétique
- Catégorie 4 : Service graphie (création et modification)
 - Modification de support existant
 - Création de support/visuel

1.7 Dématérialisation de l'exécution du système d'acquisition dynamique

Le profil d'acheteur sera utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution du système d'acquisition dynamique (actualisation des dossiers de candidature, invitation à présenter une offre, notification de marché spécifique ...).

2 – Clauses relatives aux modalités d'attribution et d'exécution des marchés spécifiques

2.1 – Règles de passation des marchés spécifiques

Tous les candidats admis dans la catégorie du SAD concernée par le marché spécifique, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre au marché spécifique dans un délai minimal de 10 jours calendaires à compter de l'envoi de la lettre de consultation via la plateforme Place.

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre, pour les catégories qui les concernent, aux marchés spécifiques lancés par le GHT47.

Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre.

La consultation se déroule uniquement par voie électronique, via la plateforme Place.

2.2 – Documents de consultation du marché spécifique

Les documents de consultation comprendront au minimum :

- La lettre de consultation mentionnant, entre autres, la date et heure limites et les modalités de remise des offres.
- Les documents propres à la consultation, à savoir :
 - Le marché spécifique complété
 - L'annexe financière
 - Le mémoire technique

2.3 – Dossier à remettre et contenu de l'offre

Ils seront précisés dans la lettre de consultation.

2.4 – Evaluation des offres des marchés spécifiques

Les critères de sélection des offres et leur pondération pour chaque catégorie seront basés sur le tableau suivant :

Intitulé du critère	Pondération
Prix	Entre 40% et 60%
Valeur technique :	Entre 40% et 60%
- Délais de livraison	Entre 20% et 80%
- Caractéristique technique	Entre 20% et 80%
- Performance en matière environnementale	Entre 5% et 10 %

L'offre la mieux classée au regard de ces critères sera retenue.

La lettre de consultation précisera les pondérations et indiquera le cas échéant les conditions particulières d'attribution du marché spécifique.

2.5 – Objet, forme et durée des marchés spécifiques

- Objet du marché spécifique :

Le marché spécifique a pour objet de définir précisément les fournitures objet du marché et les conditions d'exécution. Il a notamment pour objet de préciser :

- Le ou les établissement(s) du GHT concerné(s) ;
- Les catégories concernées : le marché spécifique précisera les produits retenus dans la catégorie concernée ;
- Les fournitures visées en terme :
 - Qualitatifs : description technique des fournitures objet du marché spécifique par catégorie
 - Quantitatifs
- Les conditions d'exécution (modalités d'exécution, opérations de vérification, garanties, obligations en matière de développement durable, modalités de détermination des prix, modalités de versement de l'avance, modalités de facturation, pénalités, résiliation...)

➤ **Forme des marchés spécifiques :**

Les marchés spécifiques seront des accords cadre à bon de commande

➤ **Durée des marchés spécifiques**

La durée de chaque marché spécifique sera précisée dans la lettre de consultation.

2.6 – Pièces contractuelles des marchés spécifiques

Les pièces contractuelles des marchés spécifiques conclus sur la base de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS :

- le présent cahier des clauses particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi
- le marché spécifique (annexe financière et mémoire technique)
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021).

NOTA: Tout document interne à la société non listé dans la liste des pièces contractuelles (tel que les conditions générales de ventes par exemple) est réputé nul en ce qu'il contrevient aux dispositions ci-dessus. Tout ajout d'éléments contraires aux dispositions de ces dernières au sein d'un de ces documents est interdit et pourra entraîner le rejet de l'offre pour irrégularité.

2.7 – Sous-traitance

Sans objet

2.8 – Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont les seuls compétents. La monnaie de comptes du marché public est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

2.9 – Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au GHT47. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

2.10 – Obligation du titulaire

➤ Respect de la législation sociale

Conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire devra fournir au GHT 47, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8452-5.

➤ Modification des données administratives (clause de réexamen)

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché spécifique à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER AGEN NERAC
Direction des Achats du GHT 47
Route de Villeneuve
47923 AGEN Cedex 9

Et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement;
- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché spécifique et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché spécifique notamment en cas de restructuration de l'entreprise.

Dans ce dernier cas, si l'acheteur l'autorise, il modifiera le marché spécifique.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires.

A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

➤ Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du marché spécifique.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du marché spécifique.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

➤ Respect de la réglementation générale de protection des données (RGPD)

Sans objet

2.11 – Litiges et différends

➤ Différend

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 46 du CCAG FCS.

➤ Attribution de compétences

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L.331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction compétente.

2.12 – Dématérialisation de l'exécution des marchés spécifiques

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution du marché spécifique ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise en disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

2.13 – Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après au CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'article 2.6 du CCP.